



Synthèse de la conférence internationale<sup>1</sup>

## **L'intégration européenne et coopération régionale dans les Balkans occidentaux**

27 avril 2015

Ministère albanais des affaires étrangères, Tirana

La promotion de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux est une pierre angulaire de la politique d'élargissement de l'Union européenne. Et pour cause. Elle vise à accroître la stabilité politique, la sécurité et la prospérité économique d'une région marquée par la fragmentation des territoires et la résurgence des nationalismes. L'espace balkanique continue en effet d'abriter une mosaïque de peuples, pour qui les différences sont souvent plus importantes que les ressemblances. Les divisions ne se cultivent pas seulement de part et d'autre des frontières ; elles sévissent également au sein même des États. Ces divisions nuisent à la stabilité politique, à la prospérité économique et à la sécurité régionale des Balkans occidentaux. Or les problèmes qu'elles recouvrent, bien souvent, requièrent des réponses concertées, que seul un approfondissement de la coopération régionale est en mesure d'apporter. Quel bilan peut-on dresser de l'état de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux, tant sur le plan politique qu'économique ?

Œuvrer au renforcement de la coopération régionale dans un espace marqué par deux décennies de désintégration n'est pas chose aisée. Afin de faciliter cette démarche, les États des Balkans occidentaux peuvent néanmoins s'appuyer sur un objectif qui leur est commun : devenir membre à part entière de l'Union. Au travers de sa politique d'élargissement, l'Union européenne et ses États membres s'engagent en effet depuis de nombreuses années en faveur de l'intégration européenne des Balkans occidentaux. Elle promeut, ce faisant, l'idée de coopération régionale. Quel impact l'intégration européenne a-t-elle eu dans ce domaine ? Quels défis reste-il à relever ? Quelles réponses le processus de Berlin, ou d'autres initiatives régionales, peut-il apporter aux divisions héritées du passé.

C'est pour réfléchir à ces questions que le Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement en Europe a organisé une conférence internationale à Tirana le 27 avril 2015. Son objectif principal était d'examiner les tenants et les aboutissants de la dynamique européenne et de la coopération régionale, et de réfléchir en ce sens aux enjeux du processus de Berlin. La conférence s'est fait l'écho du regain d'intérêt que la région suscite au niveau européen depuis l'automne 2014. Dans ses conclusions du 16 décembre, le Conseil de l'Union a en effet

---

<sup>1</sup> Ce document est diffusé sous la seule responsabilité du Centre Franco-Autrichien. Il n'engage pas la responsabilité des coorganisateur et des participants.

souligné l'importance des réformes fondamentales en matière d'état de droit, de gouvernance économique et de modernisation de l'administration. Le Sommet de Vienne, qui se tiendra en août 2015, s'inscrit également dans cette lignée.

L'organisation de cette conférence importante, à laquelle ont assisté près de 150 personnes, s'est déroulée en étroite coopération avec le partenaire du Centre franco-autrichien à Paris, l'Institut français des relations internationales (IFRI), et avec le concours des Ministères des affaires étrangères d'Albanie, d'Autriche et de France.

La conférence a connu un franc succès auprès des intervenants, du public, venu en grand nombre, et des médias. De nombreux invités très prestigieux, issus du monde politique, économique, académique et de la société civile, et de plusieurs états de la région, mais aussi de Vienne, de Paris, de Bruxelles, ont contribué au succès de cette événement. Parmi eux, figuraient Odeta BARBULLUSHI, Vice-ministre des affaires étrangères d'Albanie, Johannes HAHN, Commissaire européen à l'élargissement et à la politique de voisinage, Enver HOXHAI, Président du Comité des affaires étrangères au Parlement du Kosovo, Florian RAUNIG, Chef de la présence de l'OSCE en Albanie, Romana VLAHUTIN, Chef de la délégation de l'Union européenne à Tirana, Peter JANKOWITSCH, Secrétaire général du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe et Dominique DAVID, Vice-président exécutif de l'Institut français des relations internationales (IFRI)<sup>2</sup>.

### **Le défi de l'intégration européenne en temps de crise**

Si les perspectives européennes promises aux états des Balkans occidentaux lors du Sommet de Thessalonique en 2003 restent d'actualité, elles doivent aujourd'hui composer avec un contexte européen et international pour le moins délicat (D. David). L'euro-scepticisme croissant dans les états membres de l'Union et l'opposition grandissante des citoyens européens à l'encontre de la poursuite de l'élargissement ont relégué ces perspectives européennes au second plan (K. Bender, J.-A. Dérens). Cette opposition, qui culmine en Autriche et en France à plus de 70%, est majoritaire dans 13 états membres de l'Union (sur 28), et touche désormais aussi les nouveaux états membres, traditionnellement favorables à l'élargissement. En République Tchèque, en Espagne, en Slovaquie, en Slovénie et à Chypre, l'opposition à l'élargissement a doublé entre 2008 et 2013 (K. Bender). A cela vient s'ajouter une série de problèmes fondamentaux, jugés prioritaires par les institutions bruxelloises et les gouvernements des états-membres : crise économique et sociale, tensions au sein de l'Eurozone, craintes liées à l'immigration, crise ukrainienne, retour de la Russie sur la scène internationale, montée du terrorisme islamiste et instabilités sur le pourtour méditerranéen

---

<sup>2</sup> Figuraient également: Johann SATTLER, Chef d'unité pour les Balkans occidentaux au Ministère autrichien des Affaires Européennes et internationales, Peter GRK, Coordinateur pour les Balkans occidentaux au Ministère des affaires étrangères de Slovénie, Aleksandar PEJOVIĆ, Négociateur en chef pour l'adhésion du Monténégro à l'Union européenne au sein du Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne, Teuta ARIFI, Maire de la municipalité de Tetovo, Paskal MILO, ancien Ministre des affaires étrangères d'Albanie, Hannes SWOBODA, ancien Membre du Parlement européen, Wolfgang PETRITSCH, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall, Alexis VAHLAS, professeur à l'Institut de Sciences politiques de l'Université de Strasbourg, Kristof BENDER, Vice-président de l'Initiative pour la stabilité européenne (ESI), Mario HOLZNER, Directeur adjoint et chercheur-économiste à l'Institut viennois des études économiques internationales (WIIW), Renaud DORLHIAC, Membre associé de l'École des hautes études en sciences sociales (EHSS), Florent MARCIACQ, Chercheur associé, en résidence à l'OSCE, auprès de la Chaire de recherche du Parlement du Luxembourg et chargé de mission auprès du Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, Jean-Arnault DÉRENS, Éditeur en chef du Courrier des Balkans.

sont autant de facteurs déstabilisants tant pour l'Union que pour les pays d'Europe du Sud-est, et qui à leur tour nourrissent la fatigue de l'élargissement qui perdure depuis 2004 (W. Petritsch, J.-A. Dérens, E. Hoxhaj, P. Grk)...

Les Balkans occidentaux, en un mot, ne sont plus la véritable priorité de l'Union européenne. Ce constat, explicite depuis la déclaration de Jean-Claude Juncker sur l'absence d'élargissement dans les cinq prochaines années, crée un certain désarroi dans la région et entame la crédibilité de l'Union quant à sa capacité de transformer les pays d'Europe du Sud-est par la voie de l'intégration européenne (J.-A. Dérens, K. Bender). Le processus devant mener à l'adhésion ne cesse en effet de devenir plus lent, plus complexe –il donne l'impression de mouvement mais il tend en réalité au ralentissement (A. Vlahas).

Or les Balkans occidentaux restent une région sensible et essentielle pour l'Union européenne –sur le plan sécuritaire certes, mais aussi politique et économique. Les écarts de développement qui persistent entre l'Union européenne et des pays comme l'Albanie sont encore trop importants ; les frontières, au Kosovo mais aussi en Bosnie-Herzégovine ou en Serbie, sont encore insuffisamment stabilisées, et de nombreuses réformes administratives restent à mener (O. Barbullushi). Or l'Union européenne, à de maints égards, joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre de ces réformes, dans la stabilisation de la région et dans sa modernisation (O. Barbullushi, A. Vlahas). Sa puissance transformative, qui repose en grande partie sur les perspectives d'adhésion, remet en cause la tendance au statu quo qui prévaudrait sans doute en son absence, pallie ses effets nuisibles et permet surtout de maintenir une dynamique régionale tournée vers l'inclusion (E. Hoxhaj). C'est dire combien la stabilité et la prospérité de la région dépendent de l'Union européenne et de sa politique d'élargissement.

La transformation, cependant, n'est pas le seul fruit de l'Union (D. David). Elle résulte d'un processus complexe, qui requiert la mobilisation des forces vives des pays concernés, des milieux politiques et économiques, et aussi de l'ensemble de la société (O. Barbullushi, H. Swoboda). D'autres pays, comme la Croatie, peuvent ici servir de modèle (H. Swoboda). La difficulté pour ces forces vives, toutefois, est que les rapports d'avancement de l'Union européenne, censés dépeindre les attentes de la Commission, ne remplissent qu'imparfaitement leur fonction (K. Bender). Ils ne mesurent pas véritablement les progrès réalisés (puisqu'ils ne spécifient pas quels objectifs restent à atteindre) ; ils ne permettent pas de comparaison entre les pays ; ils ne motivent guère les administrations ; ils restent sibyllins au grand public et ne permettent pas de convaincre les sceptiques. (K. Bender). Ces rapports d'évaluation gagneraient à s'appuyer sur une liste de critères précis, intelligibles et justes (car applicables à tous), à l'instar de ceux encadrant le processus de libéralisation des visas (K. Bender).

Cependant, il est important de compter avec le fait que l'adhésion à l'Union européenne ne tient pas seulement au respect de conditions officielles, aussi objectives soient-elles ; elle s'attribue intuitu personae, c'est-à-dire de manière subjective, par l'acceptation par les pays membres des nouveaux-venus (A. Vlahas). Il n'y a donc pas de certitude quant à l'adhésion future des pays des Balkans occidentaux –quel que soit le contexte international (A. Vlahas). D'où l'importance de la mobilisation des forces vives dans les pays concernés afin 1) de satisfaire aux critères de Copenhague (A. Vlahas, W. Petritsch) ; 2) de convaincre les états membres et le Parlement européen de valider chaque étape, par exemple en vendant « un intérêt politique » (multi-confessionnalisme en Albanie ou marché émergent au Monténégro) (A. Vlahas, E. Hoxhaj, P. Grk) ; 3) de s'assurer du soutien actif, ou du sponsoring, d'au moins un état membre (A. Vlahas).

## **La coopération régionale, composante essentielle de la politique d'élargissement**

La coopération régionale est aujourd'hui une composante importante du processus d'intégration européenne (J. Hahn). Il ne s'agit pas seulement de coopérer avec l'Union, sur le plan bilatéral ou multilatéral, mais d'œuvrer ensemble à la construction de l'Europe, et par ce fait, de resserrer les liens qui unissent la région (P. Jankowitsch). Le chemin de l'intégration européenne, en un mot, passe par un rapprochement régional ayant une valeur avant tout intrinsèque (P. Jankowitsch, O. Barbullushi, J. Hahn)

L'Union, pour ce faire, promeut tout d'abord la coopération régionale dans le domaine politique afin, notamment, de favoriser la réconciliation entre les peuples et d'empêcher la résurgence des nationalismes. Elle soutient par exemple la mise en œuvre du Processus de Sarajevo pour le retour volontaire des nombreux réfugiés chassés de leurs terres entre 1991 et 1995. Et elle soutient le Processus de coopération en Europe du Sud-est, qui s'est intensifié ces dernières années, le Conseil de coopération régionale et les autres initiatives, nombreuses, contribuant à leur manière à la dimension multilatérale de la politique d'élargissement de l'Union (J. Hahn, O. Barbullushi).

Sur le plan économique, l'Union européenne promeut la coopération régionale comme moyen d'accélérer l'intégration européenne. Elle soutient tout particulièrement la participation des états sud-est européens à l'Accord de libre-échange centre européen de 2006 et entend développer la connectivité régionale au moyens d'investissements en infrastructures, notamment dans le cadre du Processus de Berlin (voir ci-dessous).

L'Union européenne encourage enfin la coopération régionale dans le domaine de la sécurité. Son objectif principal consiste à lutter contre le crime organisé et à optimiser la gestion des frontières (J. Sattler). La situation en Ukraine et le départ ou le retour de citoyens sud-est européens embrigadés par l'Organisation de l'État Islamique posent un certain nombre de défis requérant une approche concertée et l'appui de l'Union (O. Barbullushi). Il en est de même de la question de l'immigration, les Balkans étant aussi et surtout une terre de transit (A. Pejović, D. David).

## **Connectivité et politiques d'investissement à l'agenda du Processus de Berlin**

Les pays des Balkans occidentaux doivent faire face à des contraintes structurelles importantes et des indicateurs socio-économiques peu favorables. Le chômage y est endémique, et les déséquilibres macro-économiques persistants. Tous les états de la région ont des déficits commerciaux à deux chiffres : de 11% pour la Serbie à 30% pour le Kosovo (M. Holzner). Cette incapacité structurelle à couvrir les importations est liée au manque de compétitivité. Le Kosovo, par exemple, n'exporte quasiment pas de biens manufacturés, contrairement à la Macédoine qui est parvenue à attirer des investissements étrangers dans le domaine (M. Holzner). Le régime à taux de change fixe et la très forte euro-isation de la région pénalisent par ailleurs les économies sud-est européennes : leurs gouvernements ne sont pas en mesure de mener de véritables politiques monétaires (M. Holzner). La poursuite des privatisations en dépit de l'absence d'investissements directs étrangers, la montée des inégalités socio-économiques et la fuite des cerveaux sont des problèmes supplémentaires auxquels les états de la région peinent à répondre (J.-A. Dérens).

Les chantiers en la matière sont vastes. Parmi eux figure le développement des infrastructures publiques, que le Processus de Berlin se propose de soutenir. Les infrastructures de transport, notamment, restent sous-développées dans la région (M. Holzner). Cette priorité est

importante, car les investissements en la matière sont vecteurs de prospérité, surtout quand ils ne reposent pas sur l'importation de matériaux et de machines (M. Holzner, T. Arifi, R. Vlahutin). Ils permettent d'accroître la compétitivité des économies concernées en réduisant les coûts de production, ont un impact positif sur l'emploi et se traduisent souvent par une croissance du PIB et donc par davantage d'entrées fiscales (M. Holzner).

Les besoins en terme d'infrastructures –nouvelles ou modernisées- sont considérables. Les routes et les chemins de fer sont en partie en moins bon état aujourd'hui qu'il y a trente ans (R. Vlahutin). Et les états de la région sont au final mieux connectés à l'Union européenne qu'entre eux (M. Holzner, R. Vlahutin, T. Arifi). C'est pour cela que la Slovénie a lancé en 2010 une initiative intitulée « Reconnecter les Balkans » (P. Grk). Ce défi, auquel le Processus de Berlin souhaite aujourd'hui répondre, consiste à améliorer l'interconnexion des économies de la région entre elles et avec l'Union, dans les transports mais aussi l'énergie, les communications et les échanges humains (J. Hahn).

Ce Processus de Berlin, lancé en 2014, a pour vocation de pallier l'essoufflement du processus d'intégration européenne et d'accélérer la transformation des pays de la région en les impliquant dans la réalisation de projets d'infrastructures concrets, financés et bien encadrés par l'Union (J. Sattler, P. Grk, R. Vlahutin). Ces projets fourniront aux états de la région des perspectives tangibles de développement et se traduiront par l'amélioration de la vie des citoyens (O. Barbullushi, T. Arifi, A. Pejović). Dans les transports, l'effort de connectivité sera porté par le projet de réseau CORE. Celui-ci, soutenu par la Commission européenne, permettra à terme de relier les principaux centres économiques de la région par voie terrestre, ferroviaire, maritime et aérienne (A. Pejović, O. Barbullushi, J. Hahn). 11 corridors routiers, 8 corridors ferroviaires, 4 corridors maritimes, 7 aéroports et 6 ports seront concernés (A. Pejović).

### **Coopération régionale et dynamiques nationales**

La coopération régionale a également une dimension interpersonnelle et interethnique. Bien que les relations entre les communautés nationales se soient améliorées ces dernières années, la réconciliation reste un défi d'actualité (E. Hoxhaj). Or cette réconciliation n'est pas l'affaire des seuls gouvernements, qui multiplient par ailleurs les rencontres –elle doit être le fait des populations elles-mêmes (W. Petritsch, P. Grk). Elle requiert un dialogue de paix au sein des états multi-ethniques, entre les communautés, et aussi par-delà les frontières (P. Milo). L'Union européenne peut ici fournir un cadre au dialogue entre les peuples (P. Milo). Mais elle ne peut se substituer à l'impérieuse nécessité d'une dynamique principalement régionale (F. Raunig). Les échanges culturels dans les Balkans occidentaux sont insuffisants pour créer du lien identitaire –les médias, par exemple, ne rendent guère compte de l'actualité des pays voisins (F. Raunig).

L'intensification des échanges entre les jeunes, au niveau des écoles, des universités et de la société civile est une réponse à ce défi. Le programme Erasmus +, par exemple, est une chance pour les jeunes de la région, mais aussi pour le vivre-ensemble des sociétés sud-est européennes ; d'autres programmes pourraient renforcer cette dimension dans le cadre de spécialisations ou de formations professionnelles. (O. Barbullushi, P. Grk, J. Sattler). Les femmes pourraient également être davantage impliquées dans les échanges –leur contribution permettant souvent d'apaiser les divisions (F. Raunig). Ces mesures contribueraient peut-être à endiguer la radicalisation vécue par une partie des jeunes musulmans en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et au Kosovo. Leur dérive et leur départ pour l'Organisation de

l'État Islamique sont le résultat de l'absence de perspective et du vide politique qui grandit dans la région (J.-A. Dérens)

La coopération régionale a par ailleurs une autre composante, intra-ethnique celle-là. Elle favorise le rapprochement des communautés nationales dont les membres ne sont pas tous contenus au sein d'un état-nation. Les Albanais, par exemple, sont présents en Albanie, mais aussi au Monténégro, au Kosovo et en Macédoine (R. Dorlhiac). Or l'intensification des relations transfrontalières sur le plan intra-communautaire est parfois source de crispation, car elle évoque les idées de Grande Albanie, Grande Serbie, etc (J.-A. Dérens)... Et effectivement, l'idée d'unification nationale, c'est-à-dire le projet de fusionner les notions de nationalité et citoyenneté, reste présente dans les Balkans occidentaux –à tort ou à raison (J.-A. Dérens). Plutôt que de s'en effrayer, il convient de comprendre que le projet d'identification nationale est plus complexe que le projet d'identification européenne ; que la formation d'identités nationales est inévitable et que l'identité européenne ne peut s'y substituer (R. Dorlhiac). Mal à l'aise avec ces questions, l'Union européenne préfère raisonner sur la base d'identités citoyennes –indépendamment des identités nationales, alors même que les communautés dans Balkans occidentaux tendent à se définir de manière nationale. Elle néglige par conséquent l'aspiration des nations balkaniques à pouvoir communiquer sans obstacle et à s'intégrer d'une façon ou une autre sur le plan intra-communautaire (R. Dorlhiac).

### **Reste à relever le défi de la démocratisation**

L'intégration européenne, dans les Balkans occidentaux, est souvent considérée comme un objectif en soi. Or elle est avant tout un instrument, le moyen de bâtir une société moderne, plus démocratique, plus juste, plus prospère (P. Jankowitsch). Il ne faut pas se tromper de priorité : considérer l'intégration européenne comme objectif ultime rend tout débat sur la question impossible et permet en outre aux politiciens qui freinent la transition démocratique de légitimer leur maintien au pouvoir par l'adoption des éléments de langages favorables à l'intégration européenne (J.-A. Dérens).

Le risque est bien réel, comme en témoigne l'état de la démocratie dans les pays des Balkans occidentaux ces dix dernières années. Ceux-ci n'ont guère enregistré de progrès en la matière, et l'on note même plusieurs régressions, notamment en Macédoine (F. Marciacq, J.-A. Dérens). Et l'érosion du pouvoir transformatif de l'Union accentue encore le phénomène (K. Bender). Le plus inquiétant dans le domaine est le recul de la liberté de la presse qui s'opère depuis plusieurs années dans la plupart des états de la région : contrôle des médias par l'exécutif, concentration économique, fermetures forcées de chaînes critiques à l'égard des gouvernements, dépendance financière des médias par le truchement des campagnes publicitaires gouvernementales, etc (F. Marciacq)... Le tableau est particulièrement sombre en Macédoine : le pays est passé au classement de Reporters sans frontières de la 36<sup>ème</sup> place en 2007 à la 127<sup>ème</sup> place aujourd'hui (sur 180). La situation est également préoccupante en Serbie (J.-A. Dérens).

En outre, les institutions des pays de la région ne garantissent que trop imparfaitement l'état de droit : politisation des administrations publiques ; manquements à l'indépendance de la justice, manque de confiance des citoyens, etc. (F. Marciacq)... Et le pluralisme politique souffre de graves problèmes structurels : en Bosnie-Herzégovine, l'ethnicité prévaut sur la politique ; en Macédoine, les partis d'opposition sont exclus de la scène politique ; et au Monténégro, les processus électoraux laissent apparaître de nombreuses failles (F. Marciacq).

Les réponses à apporter sont complexes, car elles ne peuvent seulement provenir de l'Union européenne. Mais une implication croissante de cette dernière, pour commencer, est indispensable (F. Marciacq). Les violations des libertés fondamentales dans la région, les dérives autoritaires ne sont pas des problèmes lointains, relevant des seuls états balkaniques. Ce ne sont pas uniquement des questions de politique intérieure. Ensuite, il faut prendre conscience du fait que le développement économique est une condition nécessaire, mais insuffisante à la transition démocratique (F. Marciacq). La conditionnalité, par ailleurs, n'est pas une panacée, car en matière de démocratisation, le processus aboutissant à une décision est tout aussi important que la décision elle-même. Or la conditionnalité actuelle, ne tenant compte que de cette dernière, sous-estime l'importance cruciale des débats parlementaires entre majorité et opposition, de la participation de la société civile aux processus délibératifs et des dialogues interethniques (F. Marciacq). La société civile, enfin, puisqu'elle joue un rôle moteur dans la démocratisation, devrait davantage être mise en avant par l'Union européenne au travers de l'ensemble de ses relations (W. Petritsch, J. Sattler, F. Marciacq). Car en ne traitant qu'avec les gouvernements des états de la région (ou presque), l'Union légitime le pouvoir d'acteurs n'ayant pas nécessairement intérêt à appuyer cette transition démocratique qu'elle appelle de ses vœux (F. Marciacq).

### Liste des contributeurs

- Teuta ARIFI**, Maire de la municipalité de Tetovo
- Odeta BARBULLUSHI**, Vice-ministre d'Albanie, Ministère des affaires étrangères
- Kristof BENDER**, Vice-président, Initiative pour la stabilité européenne Stability (ESI), "Le processus d'intégration européenne peut-il fonctionner dans les Balkans occidentaux? "
- Dominique DAVID**, Vice-président exécutif, Institut français des relations internationales (IFRI)
- Jean-Arnault DÉRENS**, Éditeur en chef, Courrier des Balkans, "Cinq ans d'attente et le désert de la «transition» : une aubaine pour les dérives autoritaires"
- Renaud DORLHIAC**, Membre associé, École des hautes études en sciences sociales (EHSS), "La coopération régionale dans l'espace albanais: du projet national au projet européen"
- Peter GRK**, Coordinateur pour les Balkans occidentaux, Ministère des affaires étrangères de Slovénie, "Soutenir le processus d'élargissement au travers de projets de connectivité et d'infrastructures concrètes"
- Johannes HAHN**, Commissaire européen à l'élargissement et à la politique de voisinage, Commission européenne, Bruxelles (transmission audio-visuelle)
- Mario HOLZNER**, Directeur adjoint et chercheur-économiste, Institut viennois des études économiques internationales (WIIW), "Le développement économique et les investissements en infrastructures dans les Balkans occidentaux"
- Enver HOXHAIJ**, Président du Comité des affaires étrangères, Parlement du Kosovo, "Politique d'élargissement: comment tirer profit des cinq prochaines années"
- Peter JANKOWITSCH**, Secrétaire général, Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe
- Florent MARCIACQ**, Chercheur associé, en résidence à l'OSCE, Chaire de recherche du Parlement du Luxembourg et Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe, "Quelle réponse apporter à l'étiologie de la démocratie dans les Balkans occidentaux ?"
- Paskal MILO**, ancien Ministre des affaires étrangères d'Albanie, "De la réconciliation à la coopération: le défi commun aux Balkans occidentaux"
- Aleksandar PEJOVIĆ**, Négociateur en chef pour l'adhésion du Monténégro à l'Union européenne, Ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne, "Le processus de Berlin : perspectives du Monténégro"
- Wolfgang PETRITSCH**, Président de la Fondation autrichienne pour le Plan Marshall, "Les Balkans occidentaux entre révisionnisme russe et effondrement au Moyen-Orient: que fait l'UE?"
- Florian RAUNIG**, Chef de la présence de l'OSCE en Albanie, "L'intégration entre consensus et compromis. Donner un cadre à l'intégration sud-est européenne"

**Johann SATTLER**, Chef d'unité pour les Balkans occidentaux, Ministère autrichien des Affaires Européennes et internationales, "Combler les brèches balkaniques : le processus de Berlin, un élan supplémentaire dans le processus d'adhésion des Balkans occidentaux à l'Union européenne"

**Hannes SWOBODA**, ancien Membre du Parlement européen, "Opportunités et écueils sur la voie de l'intégration européenne"

**Alexis VAHLAS**, Institut de Sciences politiques, Université de Strasbourg, « Prêts pour 2020, 2025 ou 2030? Les conditions d'une adhésion rapide à l'UE »

**Romana VLAHUTIN**, Chef de la délégation de l'Union Européenne à Tirana